DEROUET Jean-Louis & NORMAND Romuald (dir.).
L'Europe de l'éducation : entre management et politique
Lyon : INRP ; Chasseneuil : ESEN, 2007, 205 p.

Xavier Pons

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1582>

DOI : 10.4000/rfp.1582

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 131-133

ISBN : 978-2-7342-1155-6

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Xavier Pons, « DEROUET Jean-Louis & NORMAND Romuald (dir.). *L'Europe de l'éducation : entre management et politique* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 167 | avril-juin 2009, mis en ligne le 14 octobre 2010, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/1582> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.1582>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© tous droits réservés

DEROUE Jean-Louis & NORMAND Romuald (dir.). *L'Europe de l'éducation : entre management et politique*

Lyon : INRP ; Chasseneuil : ESEN, 2007, 205 p.

Xavier Pons

RÉFÉRENCE

DEROUE Jean-Louis & NORMAND Romuald (dir.). *L'Europe de l'éducation: entre management et politique*. Lyon: INRP; Chasseneuil: ESEN, 2007, 205 p.

- 1 Cet ouvrage collectif rassemble, sous la direction de deux sociologues de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP), douze contributions présentées en octobre 2001 par des chercheurs et des professionnels de l'éducation, à l'occasion d'une université d'été organisée par la Direction de l'enseignement scolaire du ministère de l'Éducation nationale français (aujourd'hui DGESCO).
- 2 La thèse de l'ouvrage proposée en introduction par Jean-Louis Derouet et Romuald Normand est la suivante : « l'intégration européenne propose aux établissements d'éducation et de formation une nouvelle organisation inspirée de celle qui a permis au capitalisme de sortir de la crise de 1973 » (p. 9), les auteurs se référant ici à l'ouvrage de Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999) sur le nouvel esprit du capitalisme. Cette organisation, d'inspiration libérale, se caractérise par un « nouveau mode de coordination : des réseaux européens, dont la régulation repose sur des normes de qualité » (p. 9). Il s'agit alors d'interroger les conséquences de cette évolution sur l'organisation et les valeurs du modèle d'éducation français hérité des Lumières : qu'apporte cette nouvelle organisation « par rapport à la notion de service public ?

Sert-[elle] mieux les objectifs de démocratisation de l'éducation et de la formation ? » (p. 14). L'ouvrage est ainsi organisé en quatre temps.

- 3 Dans un premier temps, trois auteurs proposent différentes « mises en perspective » des problèmes suscités par l'intégration européenne. Après une large contextualisation du processus de construction européenne qui lui permet d'évoquer aussi bien la mondialisation économique et le rôle du capital humain que la baisse du nombre d'enfants réellement désirés dans les familles occidentales (en à peine cinq pages), Walo Hutmacher, expert international et chercheur à l'université de Genève, propose une synthèse historique de la dynamique des institutions européennes en matière d'éducation depuis 1971. Sur la base de plusieurs de ses travaux publiés depuis les années quatre-vingt, le sociologue Jean-Michel Chapoulie revient sur les grandes étapes qui ont mené, depuis 1833, à l'édification et l'unification formelle du système scolaire français actuel. Il interpelle le lecteur quant au rôle de filtre joué par des institutions pour certaines très anciennes (p. 52). Celles-ci prédéterminent les transformations politiques possibles du système tout comme le type d'acteurs susceptibles de les mettre en œuvre et les valeurs dont ils peuvent se réclamer. Dans un article reposant sur plusieurs de ses recherches antérieures, Laurent Thévenot, sociologue et statisticien, analyse la mise en place d'un gouvernement par les normes au niveau européen. Sans toutefois prendre d'exemples concrets ni dans le domaine des biens de consommation sur lequel prétend s'appuyer la contribution, ni dans le domaine de l'éducation, il affirme au début de sa démonstration que le marché est devenu la forme dominante de régulation dans l'histoire de l'intégration européenne et s'interroge sur les conséquences politiques d'un gouvernement par les normes dans lequel « une large partie de la discussion sur les principes gouvernant les politiques s'effectue en fait à l'occasion de choix techniques de seuils et de méthodes de mesure, à travers un lourd appareillage d'expertise échappant complètement aux organes de délibération » (p. 58).
- 4 Dans un deuxième temps, plusieurs auteurs questionnent le mode de management qui accompagne cette nouvelle organisation à l'échelle européenne. En se fondant sur une définition plus institutionnelle que théorique de la régulation (c'est-à-dire « les mécanismes utilisés par les responsables d'un système décentralisé pour obtenir des agents de ce système qu'ils poursuivent efficacement les objectifs » assignés, p. 65), et en puisant dans une littérature anglo-saxonne peu connue en France, Denis Meuret, professeur en sciences de l'éducation et ancien membre du service statistique du ministère, décrit les mécanismes de régulation des écoles mis en place en Angleterre et aux États-Unis, ainsi que leurs effets. Sur la base d'une définition plus sociologique de la régulation, João Barroso, professeur à l'université de Lisbonne, évoque les principales résistances, altérations et impasses rencontrées par la mise en œuvre dans différents pays européens du modèle anglais de la *self management school*, notamment dans l'Europe du Sud. Il montre ainsi que l'application concrète de ce modèle dans certains pays, effectuée pourtant au nom de l'autonomie des établissements, se traduit par une régulation institutionnelle forte qui brime la démocratie interne de ces derniers. L'ancien recteur Claude Pair propose quant à lui une réflexion sur l'état de l'évaluation de l'école en France, sur la base notamment du rapport qu'il a remis en 2001 au Haut conseil de l'évaluation de l'école (HCEE). Il distingue ainsi les différents niveaux institutionnels auxquels peuvent être conduites des évaluations, avant d'évoquer certaines expériences étrangères. Pour finir, il plaide, comme dans de nombreuses autres publications, pour un pilotage « concerté » (p. 104) de l'Éducation nationale en France, non sans effectuer quelques réductions de sens (notamment au début du

chapitre) ou quelques prises de position politiques. Son homologue Alain Bouvier, par ailleurs membre du Haut conseil de l'éducation (HCE), présente pour sa part quelques notions de la théorie des organisations apprenantes. Y voyant une modernité possible pour les organisations scolaires, il plaide pour l'existence de cadres capables, à tous les niveaux du système éducatif, de « transformer toute situation professionnelle en situation d'apprentissage » (p. 124).

- 5 Dans un troisième temps, trois auteurs interrogent les liens entre ces nouvelles modalités de management et la régulation politique du service public. Dans une contribution faisant implicitement appel à plusieurs travaux antérieurs, la sociologue Agnès van Zanten analyse l'évolution des États éducateurs dans un contexte où les discours sur l'école s'internationalisent et où la gestion des problèmes scolaires est de plus en plus déléguée au niveau local. Dans le cas français, elle en déduit l'existence d'un État central aux prises avec ses contradictions, qui d'un côté maintient une forte bureaucratisation de son fonctionnement et de l'autre multiplie les procédures de dérogation à la règle. Empruntant la taxinomie de Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999), Jean-Louis Derouet soutient que la généalogie du projet européen en matière d'éducation, comme les transformations récentes du système éducatif français, correspondent à l'affirmation d'un nouveau modèle sociétal de référence correspondant au dernier esprit du capitalisme en vigueur : la cité par projet. Non sans flirter parfois avec un questionnement plus normatif que positif, il se demande ce que la République et l'École françaises ont à gagner (p. 142) à une telle évolution, craignant par exemple l'absence de référence collective commune au nom de la valorisation de l'individualisme ou l'avènement de nouvelles inégalités entre établissements selon la qualité de leurs réseaux sociaux. En se fondant sur plusieurs enquêtes de l'unité « Eurydice », mais aussi sur quelques références à l'analyse des politiques publiques et à la sociologie anglaise de l'éducation, la sociologue belge des politiques éducatives Anne van Haecht décrit le passage progressif dans plusieurs systèmes éducatifs européens (principalement dans l'enseignement supérieur) d'un État providence redistributif à un État régulateur, sans toutefois donner une définition claire de ces deux notions et démontrer leur pertinence empirique dans le domaine de l'éducation.
- 6 Le dernier temps de l'ouvrage est consacré au lancement de perspectives d'analyse originales. À partir du cas belge, le sociologue Jean-Émile Charlier critique le postulat implicite des logiques internationales à l'œuvre en éducation selon lequel il conviendrait – nous dirions « forcément » – de viser « l'homogénéité des systèmes éducatifs des territoires qu'elles tentent d'organiser » (p. 181) alors que toute l'action du législateur et des responsables politiques belges a le plus souvent consisté à « doser subtilement toutes les mesures qu'il[s] adopte[nt] afin qu'elles ne portent préjudice à aucune composante linguistique, philosophique ou sociale du pays » (p. 183). En guise de conclusion, Romuald Normand synthétise les trois principales perspectives politiques qui s'ouvrent pour les responsables de l'éducation : l'émergence d'un nouveau référentiel européen en éducation, l'influence croissante d'un modèle anglo-saxon du management de la qualité et la nécessité de trouver les moyens d'articuler régulation étatique et exigences de libre concurrence et de contrôle démocratique.
- 7 Au-delà du rassemblement de contributions riches et diverses, l'ouvrage constitue un double apport majeur. D'une part, il se saisit d'un thème très peu exploré en sociologie des politiques scolaires pour lesquelles nous ne disposons pas encore, comme pour l'enseignement supérieur, d'une recherche équivalente à celle de Pauline Ravinet

(2007) sur le processus de Bologne par exemple. D'autre part l'analyse prend une distance salutaire vis-à-vis de la simple description technique du fonctionnement complexe des institutions pour proposer une thèse forte qui a le grand mérite d'insister sur la partialité politique des choix (le plus souvent techniques) effectués. Mais ces atouts constituent également la principale limite de l'ouvrage qui peut être résumée par la question suivante : de quelle Europe parle-t-on ? L'introduction et la contribution initiale de Walo Hutmacher évoquent clairement la construction de l'Union européenne et la stratégie de Lisbonne. Laurent Thévenot propose une réflexion « à l'échelle européenne » (p. 55) sans entrer dans l'analyse empirique détaillée des instances de normalisation qu'il évoque. Sept contributions sur douze reposent principalement sur l'analyse d'un système éducatif européen (dont quatre sur la France). Enfin pratiquement aucune contribution n'a recours, même de façon lointaine, aux travaux, notamment de science politique, qui ont tenté de penser le processus de construction européenne, que l'Union européenne soit comprise comme un État régulateur (Majone, 1996), un processus complexe d'agrégation d'arènes sectorielles (Smith, 2004) ou, dans le domaine de l'éducation, comme un espace où se développe une *soft governance* (Lawn, 2006, par exemple). Ce flou a deux conséquences problématiques à nos yeux. Il contribue à entretenir dans le secteur de l'éducation – à l'encontre du contenu de l'ouvrage, plus nuancé – un discours de contestation radicale sur les maux suscités par l'« Europe » en général, et ce d'autant plus que la thèse vise à associer cette construction européenne à la question du nouvel esprit du capitalisme et à celle de l'adaptation, souhaitable ou non, de l'école à l'évolution des attentes sociales et des contraintes économiques. Il entretient également des « paradoxes » qu'il serait facile de lever si l'on se penchait plus précisément sur la signification politique du fonctionnement concret de l'Union européenne. Il n'y a pas de paradoxe par exemple pour un tenant de la *soft governance* à voir que l'Union européenne peut être très influente alors que la déclaration de Bologne « n'a juridiquement rien à voir avec la Communauté » (p. 14). La question de la cohérence analytique de l'ouvrage, et à travers elle de la démonstration effective de la thèse sur laquelle il repose, reste donc posée.

BIBLIOGRAPHIE

- BOLTANSKI L. & CHIAPELLO E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- LAWN M. (2006). « Soft governance and the learning spaces of Europe ». *Comparative European politics*, vol. 4, n° 3, p. 272-288.
- MAJONE G. (1996). *La Communauté européenne : un état régulateur*. Paris : Montchrestien.
- RAVINET P. (2007). *La genèse et l'institutionnalisation du processus de Bologne : entre chemin de traverse et sentier de dépendance*. Thèse de doctorat, science politique, sociologie politique et politiques publiques, Institut d'études politique de Paris.
- SMITH A. (2004). *Le gouvernement de l'Union européenne. Une sociologie politique*. Paris : Lextenso Éditions.

AUTEURS

XAVIER PONS

Largotec, université Paris-Val-de-Marne-Paris 12